

## A- INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 1- Instructions de dépôt

L'émetteur ou le preneur ferme dépose l'information requise à la présente annexe conformément à l'Annexe A de la décision générale. Dans tous les territoires, il y a lieu d'utiliser pour les Appendices 1 et 2 les feuilles de calcul Excel que les Autorités canadiennes en valeurs mobilières rendent accessibles sur leur site Web à l'adresse suivante : <https://www.autorites-valeurs-mobilieres.ca/ressources/declarations-de-placement-avec-dispense/>. Le formulaire remplissable en format PDF qui s'y trouve doit être utilisé en Ontario. Il ne peut toutefois l'être au Québec et son utilisation est facultative ailleurs qu'au Québec et en Ontario. **Note : La présente annexe ne peut être utilisée que pour les placements de titres étrangers admissibles auprès de clients autorisés, comme le prévoit la Décision générale coordonnée 13-933 relative à une dispense temporaire de l'obligation de transmettre une déclaration de placement avec dispense au moyen de SEDAR+ dans le cadre du placement de titres étrangers admissibles auprès de clients autorisés.**

Pour toute autre déclaration de placement avec dispense, l'émetteur ou le preneur ferme dépose l'information requise à la présente annexe de la façon et au moyen des modèles indiqués dans le Système électronique de données, d'analyse et de recherche+ (SEDAR+) conformément au *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)*, RLRQ, c. V-1.1, r. 2.3.

L'émetteur ou le preneur ferme dépose la déclaration dans le territoire du Canada où le placement est effectué. Si le placement est fait dans plusieurs territoires, l'émetteur ou le preneur ferme peut exécuter cette obligation en remplissant une seule déclaration, en indiquant tous les souscripteurs ou acquéreurs et en la déposant dans chacun des territoires concernés. Le fait d'indiquer tous les souscripteurs ou acquéreurs dans une seule déclaration n'a pas d'incidence sur les droits de dépôt.

Pour établir les droits de dépôt exigibles dans un territoire donné, on consultera la législation en valeurs mobilières de celui-ci.

### 2- Émetteur situé à l'étranger

L'émetteur situé à l'étranger qui détermine qu'un placement a eu lieu dans un territoire du Canada inclut des renseignements sur les souscripteurs ou les acquéreurs qui résident dans ce territoire uniquement.

### 3- Placements multiples

L'émetteur peut remplir une seule déclaration pour plusieurs placements ayant lieu dans une période de 10 jours, pourvu qu'elle soit déposée au plus tard 10 jours après la date du premier placement. Toutefois, l'émetteur qui est un fonds d'investissement se prévalant des dispenses prévues au paragraphe 2 de l'article 6.2 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* peut la déposer annuellement, conformément à ce paragraphe.

### 4- Expression « souscripteur » ou « acquéreur »

Dans la présente annexe, on entend par souscripteur ou acquéreur celui qui a la propriété véritable des titres.

Cependant, si une société de fiducie ou un conseiller inscrit visé au paragraphe p ou q de la définition de l'expression « investisseur accrédité » à l'article 1.1 du *Règlement 45-106* a souscrit ou acquis les titres pour un compte géré sous mandat discrétionnaire, fournir de l'information sur la société de fiducie ou le conseiller inscrit et non sur le propriétaire véritable du compte.

Pour l'application du paragraphe f de la rubrique 7 de la présente annexe, les souscripteurs ou acquéreurs conjoints peuvent être considérés comme un seul souscripteur ou acquéreur.

### **5- Expression « émetteur »**

Dans la présente annexe, sauf indication contraire, l'expression « émetteur » englobe les émetteurs qui sont des fonds d'investissement et ceux qui ne le sont pas.

### **6- Émetteurs qui sont des fonds d'investissement**

L'émetteur qui est un fonds d'investissement remplit les rubriques 1 à 3, 6 à 8, 10 et 11 et l'Appendice 1 de la présente annexe.

### **7- Entités de placement hypothécaire**

L'émetteur qui est une entité de placement hypothécaire remplit toutes les rubriques pertinentes de la présente annexe, à l'exception de la rubrique 6.

### **8- Langue**

La déclaration doit être déposée en français ou en anglais. Au Québec, l'émetteur ou le preneur ferme doit respecter les obligations et droits linguistiques prescrits par la loi.

### **9- Monnaie**

Tous les montants doivent être en dollars canadiens. Si le placement a été effectué ou qu'une rémunération a été versée dans une monnaie étrangère, convertir le montant en dollars canadiens au taux de change quotidien de la Banque du Canada à la date du placement. Si le placement est effectué à une date où le taux de change quotidien de la Banque du Canada n'est pas disponible, convertir le montant en dollars canadiens au dernier taux de change quotidien de la Banque du Canada disponible avant la date du placement. Dans le cas d'un fonds d'investissement qui procède au placement permanent de ses titres, convertir le montant en dollars canadiens au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada pour la période de placement visée par la déclaration.

Si le placement n'a pas été fait en dollars canadiens, indiquer la monnaie étrangère au paragraphe a de la rubrique 7.

### **10- Date de l'information figurant dans la déclaration**

Sauf indication contraire dans la présente annexe, fournir l'information à la date de fin du placement.

### **11- Date de constitution**

Comme date de constitution, indiquer la date à laquelle l'émetteur a été constitué ou prorogé. S'il résulte d'un regroupement, d'un arrangement, d'une fusion ou d'une réorganisation, indiquer la date de la dernière opération.

## 12- Codes des titres

Lorsque le type de titre doit être indiqué, utiliser les codes suivants :

Code du titre	Type de titre
BND	Obligations
CER	Certificats ( <i>y compris les certificats de titres de flux identiques, les certificats de fiducie</i> )
CMS	Actions ordinaires
CVD	Obligations non garanties convertibles
CVN	Billets convertibles
CVP	Actions privilégiées convertibles
DCT	Cryptomonnaies ou jetons numériques
DEB	Obligations non garanties
DRS	Certificats représentatifs d'actions étrangères ( <i>comme les certificats américains ou internationaux représentatifs d'actions étrangères</i> )
FTS	Actions accréditatives
FTU	Parts accréditatives
LPU	Parts de société en commandite et participations dans une société en commandite ( <i>y compris les engagements en capital</i> )
MTG	Créances hypothécaires ( <i>à l'exception des créances hypothécaires syndiquées</i> )
NOT	Billets ( <i>tous sauf les billets convertibles</i> )
OPT	Options
PRS	Actions privilégiées
RTS	Droits
SMG	Créances hypothécaires syndiquées
SUB	Reçus de souscription
UBS	Unités de titres groupés ( <i>par exemple, une unité composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription</i> )
UNT	Parts ( <i>excluent les unités de titres groupés, incluent les parts de fiducie et d'organismes de placement collectif</i> )
WNT	Bons de souscription ( <i>y compris les bons de souscription spéciaux</i> )
OTH	Autres titres non inclus ci-dessus ( <i>si ce choix est fait, fournir l'information sur le type de titre au paragraphe d de la rubrique 7</i> )

## 13- Placement du même titre par plusieurs émetteurs

Si deux émetteurs ou plus placent le même titre, indiquer leur nom complet à la rubrique 3.

## **B- EXPRESSIONS UTILISÉES DANS L'ANNEXE**

### **1- Pour l'application de la présente annexe, on entend par :**

« **BDNI** » : la Base de données nationale d'inscription;

« **client autorisé** » : un client autorisé au sens du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, RLRQ, c. V-1.1, r. 10;

« **émetteur à capital ouvert étranger** » : un émetteur qui répond à l'un des critères suivants :

- a. il a une catégorie de titres inscrite en vertu de l'article 12 de la Loi de 1934;
- b. il est tenu de déposer des rapports en vertu du paragraphe d de l'article 15 de cette loi;
- c. il est tenu de fournir de l'information sur l'émetteur et la négociation de ses titres au public, à ses porteurs ou à une autorité en valeurs mobilières, et cette information est rendue publique dans un territoire étranger visé;

« **identifiant pour les entités juridiques** » : le code d'identification unique attribué à la personne, selon le cas :

- a. conformément aux normes établies par le Système d'identifiant international pour les entités juridiques;
- b. qui respecte les normes relatives aux identifiants préalables pour les entités juridiques établies par le Comité de surveillance réglementaire du Système d'identifiant international pour les entités juridiques;

« **profil SEDAR+** » : le profil prévu à l'article 4 du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)*;

« **SEDAR+** » : SEDAR+ au sens du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)*;

« **territoire étranger visé** » : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, l'Espagne, la France, Hong Kong, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, la Suède ou la Suisse;

« **titre étranger admissible** » : un titre offert principalement dans un territoire étranger dans le cadre d'un placement de titres dans l'un des cas suivants :

- a. le titre est émis par un émetteur qui réunit les conditions suivantes :
  - i. il est constitué ou établi en vertu des lois d'un territoire étranger;
  - ii. il n'est émetteur assujéti dans aucun territoire du Canada;
  - iii. son siège est situé à l'étranger;
  - iv. la majorité des membres de sa haute direction et de ses administrateurs résident ordinairement à l'étranger;
- b. le titre est émis ou garanti par le gouvernement d'un territoire étranger.

### **2- Pour l'application de la présente annexe, une personne est reliée à un émetteur ou à un gestionnaire de fonds d'investissement si l'une des 2 conditions suivantes s'applique :**

- a. l'un des 2 est contrôlé par l'autre;
- b. chacun d'eux est sous le contrôle de la même personne.

Rubrique 1 – Type de déclaration		
Nouvelle déclaration		
Déclaration modifiée	Le cas échéant, indiquer la date de dépôt de la déclaration modifiée	(AAAA-MM-JJ)

Rubrique 2 – Partie attestant la déclaration
Indiquer la partie qui atteste la déclaration ( <i>choisir une seule option</i> ). <i>Pour déterminer si un émetteur est un fonds d'investissement, se reporter à l'article 1.1 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement, RLRQ, c. V-1.1, r. 42) et à l'Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement.</i>
Émetteur qui est un fonds d'investissement
Émetteur (autre qu'un fonds d'investissement)
Preneur ferme

Rubrique 3 – Nom de l'émetteur et autres identifiants	
<i>Donner l'information suivante sur l'émetteur ou si celui-ci est un fonds d'investissement, sur le fonds.</i>	
Nom complet	
Nom complet précédent	
<i>S'il a changé au cours des 12 derniers mois, donner le plus récent.</i>	
Site Web	(le cas échéant)
<i>Indiquer ci-dessous l'identifiant pour les entités juridiques de l'émetteur, le cas échéant. Pour la définition de cette expression, se reporter à la partie B des instructions.</i>	
Identifiant pour les entités juridiques	
<i>Si deux émetteurs ou plus placent le même titre, indiquer leur nom complet, sauf celui de l'émetteur susmentionné.</i>	
Nom complet des coémetteurs	(le cas échéant)

Rubrique 4 – Renseignements sur le preneur ferme	
Si un preneur ferme remplit la déclaration, indiquer son nom complet, son numéro dans la BDNI et son numéro de profil SEDAR+.	
Nom complet	
N° BDNI de la société	(le cas échéant)
N° de profil SEDAR+	(le cas échéant)
Si le preneur ferme n'a pas de numéro BDNI ni de profil SEDAR+, indiquer les coordonnées de son siège.	
N° et rue	
Ville	Province/État
Pays	Code postal
N° de téléphone	Site Web (le cas échéant)

Rubrique 5 – Renseignements sur l'émetteur				
Ne pas remplir la présente rubrique si l'émetteur est un fonds d'investissement. Passer à la rubrique suivante.				
A- Secteur d'activité principal				
<i>Indiquer le code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) (6 chiffres seulement) qui, à votre avis, correspond le mieux au secteur d'activité principal de l'émetteur.</i>				
Code du SCIAN				
<i>Si l'émetteur est dans le <b>secteur minier</b>, indiquer le stade d'exploitation. Ceci ne s'applique pas aux émetteurs qui fournissent des services à des émetteurs qui exercent leurs activités dans le secteur minier. Sélectionner la catégorie qui décrit le mieux le stade d'exploitation.</i>				
Exploration	Développement	Production		
<i>L'activité principale de l'émetteur consiste-t-elle à investir la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs dans l'un ou l'autre des secteurs suivants? Dans l'affirmative, indiquer lesquels.</i>				
Hypothécaire	Immobilier	Commercial	Consommation	Sociétés fermées
Cryptoactifs				
B- Nombre de salariés				
Nombre de salariés :	Moins de 50	50 à 99	100 à 499	500 ou plus

<b>C- Numéro de profil SEDAR+ (le cas échéant)</b>						
<i>Si l'émetteur n'a pas de profil SEDAR+, remplir les paragraphes d à h de la présente rubrique.</i>						
<b>D- Adresse du siège</b>						
N° et rue				Province/État		
Ville				Code postal		
Pays				N° de téléphone		
<b>E- Dates de constitution et de clôture de l'exercice</b>						
Date de constitution			Date de clôture d'exercice			
<b>F- Qualité d'émetteur assujetti</b>						
<i>L'émetteur est-il émetteur assujetti dans un territoire du Canada?</i>		Non		Oui		
<i>Dans l'affirmative, indiquer dans quel(s) territoire(s).</i>						
Tous	AB	BC	MB	NB	NL	NT
NS	NU	ON	PE	QC	SK	YT
<b>G- Inscription à la cote</b>						
<i>Indiquer le numéro CUSIP de l'émetteur, le cas échéant (les 6 premiers chiffres seulement).</i>						
Numéro CUSIP						
<i>Inscrire le nom de la bourse sur laquelle les titres de capitaux propres de l'émetteur sont principalement négociés, le cas échéant. N'indiquer que le nom d'une bourse et non celui d'un mécanisme de négociation, comme un système de négociation automatisé.</i>						
Nom de la bourse						
<b>H- Taille des actifs de l'émetteur</b>						
<i>Indiquer la taille des actifs de l'émetteur selon ses derniers états financiers annuels (\$ CA). En l'absence de tels états pour son premier exercice, indiquer à combien s'élèvent ses actifs à la date de fin du placement.</i>						
Moins de 5 M\$		De 5 M\$ à moins de 25 M\$		De 25 M\$ à moins de 100 M\$		
De 100 M\$ à moins de 500 M\$		De 500 M\$ à moins de 1 G\$		1 G\$ ou plus		

Rubrique 6 – Renseignements sur l'émetteur qui est un fonds d'investissement			
<b><i>Si l'émetteur est un fonds d'investissement, donner les renseignements suivants.</i></b>			
A- Renseignements sur le gestionnaire de fonds d'investissement			
Nom complet			
N° BDNI de la société		(le cas échéant)	
N° de profil SEDAR+		(le cas échéant)	
<i>Si le gestionnaire de fonds d'investissement n'a pas de numéro BDNI ni de profil SEDAR+, indiquer les coordonnées de son siège.</i>			
N° et rue			
Ville		Province/État	
Pays		Code postal	
N° de téléphone		Site Web (le cas échéant)	
B- Type de fonds d'investissement			
<i>Type de fonds d'investissement qui correspond le mieux à l'émetteur (ne cocher qu'une case).</i>			
Marché monétaire	Actions	Revenu fixe	Équilibré
Stratégies alternatives	Cryptoactifs	Autre (préciser) :	
<i>Indiquer si les énoncés suivants s'appliquent au fonds d'investissement.</i>			
Il investit principalement dans d'autres fonds d'investissement			
Il est un OPCVM <sup>1</sup>			
<small>1 Les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) sont des fonds d'investissement réglementés par les directives de l'Union européenne (UE) qui permettent aux organismes de placement collectif d'exercer leurs activités dans l'ensemble de l'UE sur la base d'un passeport, avec l'autorisation de l'un des pays membres.</small>			
C- Valeur liquidative du fonds d'investissement			
<i>Indiquer la valeur liquidative du fonds d'investissement à la date du dernier calcul (\$ CA).</i>			
Moins de 5 M\$	De 5 M\$ à moins de 25 M\$	De 25 M\$ à moins de 100 M\$	Date de calcul de la valeur liquidative :
De 100 M\$ à moins de 500 M\$	De 500 M\$ à moins de 1 G\$	1 G\$ ou plus	
<b><i>Si le fonds d'investissement n'a pas de profil SEDAR+, remplir les paragraphes d à f de la présente rubrique.</i></b>			



<b>D- Dates de constitution et de clôture de l'exercice du fonds d'investissement</b>							
Date de constitution				Date de clôture de l'exercice			
<b>E- Qualité d'émetteur assujetti du fonds d'investissement</b>							
Le fonds d'investissement est-il émetteur assujetti dans un territoire du Canada?						Non	Oui
<i>Dans l'affirmative, indiquer dans quel(s) territoire(s).</i>							
Tous	AB	BC	MB	NB	NL	NT	
NS	NU	ON	PE	QC	SK	YT	
<b>F- Inscription à la cote du fonds d'investissement</b>							
<i>Indiquer le numéro CUSIP du fonds d'investissement, le cas échéant (les 6 premiers chiffres seulement).</i>							
Numéro CUSIP							
<i>Inscrire le nom de la bourse sur laquelle les titres de capitaux propres du fonds d'investissement sont principalement négociés, le cas échéant. N'indiquer que le nom d'une bourse et non celui d'un mécanisme de négociation, comme un système de négociation automatisé.</i>							
Nom de la bourse							

<b>Rubrique 7 – Renseignements sur le placement</b>			
<i>Si l'émetteur situé à l'étranger effectue un placement dans un territoire du Canada, n'inclure que l'information sur les souscripteurs ou les acquéreurs résidant dans ce territoire dans la présente rubrique et l'Appendice 1. Ne pas inclure les titres émis en paiement de commissions, y compris les commissions d'intermédiaires relatives au placement, qui sont visés à la rubrique 8. Rapprocher l'information figurant à la présente rubrique avec celle qui est fournie à l'Appendice 1 de la déclaration.</i>			
<b>A- Monnaie</b>			
Indiquer la monnaie dans laquelle le placement a été effectué. Tous les montants présentés dans la présente déclaration doivent être en dollars canadiens.			
Dollars canadien	Dollars américains	Euro	Autre (préciser) :
<b>B- Date(s) du placement</b>			
<i>Indiquer les dates de début et de fin du placement. Si la déclaration concerne des titres placés à une seule date de placement, indiquer cette date comme dates de début et de fin. Si la déclaration concerne des titres faisant l'objet d'un placement permanent, indiquer les dates de début et de fin de la période de placement visée par la déclaration.</i>			
Date de début :		Date de fin :	

C- Renseignements détaillés sur le souscripteur ou l'acquéreur

**Remplir l'Appendice 1 de la présente annexe pour chaque souscripteur ou acquéreur et le joindre à la déclaration remplie.**

D- Types des titres placés

Donner l'information suivante pour tous les placements déclarés pour chaque titre. Se reporter au paragraphe 12 de la partie A des instructions pour connaître la façon d'indiquer le code du titre. Indiquer les 9 chiffres du numéro CUSIP attribué au titre placé, le cas échéant.

Code du titre	Numéro CUSIP (le cas échéant)	Description du titre	Nombre de titres	\$ CA		
				Prix unique ou le plus bas	Prix le plus élevé	Montant total

E- Précisions sur les droits et les titres convertibles ou échangeables

Si des droits (par exemple, bons de souscription, options) ont été placés, donner le prix d'exercice et la date d'expiration pour chacun d'eux. Si des titres convertibles ou échangeables ont été placés, donner le ratio de conversion et décrire toute autre modalité, pour chacun d'eux.

Code du titre convertible ou échangeable	Code du titre sous-jacent	Prix d'exercice (\$ CA)		Date d'expiration (AAAA-MM-JJ)	Ratio de conversion	Décrire les autres modalités (le cas échéant)
		Le plus bas	Le plus élevé			

F- Résumé du placement par territoire et dispense

*Indiquer le montant total des titres placés en dollars et le nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs pour chaque territoire du Canada et étranger où un souscripteur ou un acquéreur réside et pour chaque dispense invoquée au Canada à l'égard du placement. Toutefois, si un émetteur situé à l'étranger effectue un placement dans un territoire du Canada, indiquer les placements effectués auprès de souscripteurs ou d'acquéreurs situés dans ce territoire seulement.*

*Ce tableau exige une ligne distincte pour ce qui suit : i) chaque territoire où un souscripteur ou un acquéreur réside, ii) chaque dispense invoquée dans le territoire où un souscripteur ou un acquéreur réside, s'il s'agit d'un territoire du Canada, et iii) chaque dispense invoquée au Canada, si le souscripteur ou l'acquéreur réside à l'étranger.*

*Pour les territoires du Canada, préciser la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays.*

Territoire	Dispense invoquée	Nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques <sup>2a</sup>	Montant total (\$ CA)
<b>Montant total des titres placés en dollars</b>			
<b>Nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques<sup>2b</sup></b>			

*2a Dans le calcul du nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques par rangée, ne les compter qu'une seule fois. De même, les souscripteurs ou acquéreur conjoints peuvent n'être comptés qu'une seule fois.*

*2b Dans le calcul du nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques auprès desquels l'émetteur a placé des titres, ne les compter qu'une seule fois, même s'il a placé auprès d'eux plusieurs types de titres et qu'il s'est prévalu de plusieurs dispenses à cette fin.*

**G- Produit net pour le fonds d'investissement par territoire**

*Si l'émetteur est un fonds d'investissement, indiquer le produit net pour le fonds d'investissement pour chaque territoire du Canada et étranger où un souscripteur ou un acquéreur réside<sup>3</sup>. Si un émetteur situé à l'étranger effectue un placement dans un territoire du Canada, indiquer le produit net pour ce territoire seulement. Pour les territoires du Canada, préciser la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays.*

Territoire	Produit net (\$ CA)
<b>Produit net total pour le fonds d'investissement</b>	

3 Le « produit net » s'entend du produit brut, réalisé dans le territoire, des placements pour lesquels la présente déclaration est déposée, déduction faite du montant brut des rachats effectués durant la période de placement visée par la déclaration.

**H- Documents relatifs au placement – Le présent paragraphe ne s'applique qu'en Saskatchewan, en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse**

*Dans le cas d'un placement effectué en Saskatchewan, en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick ou en Nouvelle-Écosse, indiquer dans le tableau cidessous les documents relatifs au placement qui doivent, selon la dispense de prospectus invoquée, être déposés auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable ou lui être transmis.*

*En Ontario, si les documents relatifs au placement indiqués dans le tableau doivent être déposés auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario ou lui être transmis, joindre une version électronique des documents qui ne l'ont pas déjà été.*

Description	Date du document (AAAA-MM-JJ)	Déjà déposé auprès de l'autorité ou de l'agent responsable ou transmis à celui-ci? (O/N)	Date du dépôt ou de la transmission (AAAA-MM-JJ)
1.			
2.			
3.			

**Rubrique 8 – Renseignements sur la rémunération**

*Donner les renseignements sur chaque personne (au sens du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21)) à qui l'émetteur verse ou versera directement une rémunération dans le cadre du placement. Fournir des exemplaires supplémentaires de cette page si plus d'une personne a reçu ou recevra une rémunération.*

*Indiquer si une rémunération a été ou sera versée dans le cadre du placement.*

Non      Oui      Dans l'affirmative, préciser le nombre  
de personnes rémunérées.

**A- Nom de la personne rémunérée et inscription**

*Indiquer si la personne rémunérée est une personne inscrite.*

Non      Oui

*Si la personne rémunérée est une personne physique, donner son nom.*

Nom complet

Nom de famille

Prénom(s)

*Dans le cas contraire, donner les renseignements suivants.*

Nom complet

N° BDNI de la société

*Indiquer si la personne rémunérée a facilité le placement par l'intermédiaire d'un portail de financement ou d'un portail Internet.*

Non      Oui

**B- Coordonnées professionnelles**

*Si aucun numéro BDNI n'est fourni au paragraphe a ci-dessus, indiquer les coordonnées professionnelles de la personne rémunérée.*

N° et rue

Ville

Province/État

Pays

Code postal

Adresse électronique

N° de téléphone

**C- Relation avec l'émetteur ou le gestionnaire de fonds d'investissement**

*Indiquer la relation de la personne avec l'émetteur ou le gestionnaire de fonds d'investissement (cocher tout ce qui s'applique). Pour remplir le présent paragraphe, se reporter à la définition des expressions « reliée » au paragraphe 2 de la partie B des instructions et « contrôle » à l'article 1.4 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus.*

Personne reliée à l'émetteur ou au gestionnaire de fonds d'investissement

Initié à l'égard de l'émetteur (autre qu'un fonds d'investissement)

Administrateur ou dirigeant du fonds d'investissement ou du gestionnaire de fonds d'investissement

Salarié de l'émetteur ou du gestionnaire de fonds d'investissement

Aucune de ces réponses

**D- Détail de la rémunération**

*Donner le détail de l'ensemble de la rémunération versée ou à verser à la personne nommée au paragraphe a dans le cadre du placement, y compris les commissions en espèces, la rémunération à base de titres, les cadeaux, les escomptes ou toute autre rémunération. Présenter tous les montants en dollars canadiens. Ne pas déclarer les paiements pour services connexes, tels que les services de bureau, l'impression et les services juridiques ou comptables. L'émetteur n'est pas tenu de demander des précisions sur les accords d'affectation interne avec les administrateurs, les dirigeants ou les salariés d'une personne qui n'est pas une personne physique rémunérée par l'émetteur, ni de déclarer ces renseignements.*

Commission en espèces versée

Valeur de l'ensemble des titres placés à titre de rémunération <sup>4</sup>	Codes des titres	Code du titre 1	Code du titre 2	Code du titre 3
---	------------------	-----------------	-----------------	-----------------

Modalités des bons de souscription, options ou autres droits

Autre rémunération <sup>5</sup>	Description
---------------------------------	-------------

**Total de la rémunération versée**

Cocher si la personne recevra ou peut recevoir une rémunération différée (décrire les modalités).

<sup>4</sup> Indiquer la valeur de l'ensemble des titres placés à titre de rémunération, à l'exception des options, bons de souscription ou autres droits pouvant être exercés en vue d'acquérir des titres supplémentaires de l'émetteur. Inscrivez les codes de tous les titres placés à titre de rémunération, y compris les options, les bons de souscription ou les autres droits pouvant être exercés en vue d'acquérir des titres supplémentaires de l'émetteur.

<sup>5</sup> Ne pas inclure la rémunération différée.

**Rubrique 9 - Administrateurs, membres de la haute direction et promoteurs de l'émetteur**

**Si l'émetteur est un fonds d'investissement, ne pas remplir la présente rubrique et passer à la rubrique 10.**

Indiquer si l'émetteur correspond à ce qui suit (cocher le type pertinent – si plusieurs sont pertinents, n'en cocher qu'un) :

Émetteur assujéti dans un territoire du Canada

Émetteur à capital ouvert étranger

Filiale en propriété exclusive d'un émetteur assujéti dans un territoire du Canada<sup>6</sup>

*Nom de l'émetteur assujéti*

Filiale en propriété exclusive d'un émetteur à capital ouvert étranger<sup>6</sup>

*Nom de l'émetteur à capital ouvert étranger*

Émetteur qui ne place que des titres étrangers admissibles et le fait uniquement auprès de clients autorisés<sup>7</sup>

**Si l'émetteur a coché au moins une case, ne pas remplir les paragraphes a à c ci-dessous et passer à la rubrique 10.**

<sup>6</sup> L'émetteur est une filiale en propriété exclusive d'un émetteur assujéti ou d'un émetteur à capital ouvert étranger si tous ses titres comportant droit de vote en circulation, à l'exception de ceux que détiennent ses administrateurs en vertu de la loi, sont sa propriété véritable.

<sup>7</sup> Cocher cette case si elle s'applique au placement en cours, même si l'émetteur a déjà placé d'autres types de titres auprès de clients non autorisés. Se reporter à la définition des expressions « titre étranger admissible » et « client autorisé » au paragraphe 1 de la partie B des instructions.

**Cocher cette case si l'émetteur ne correspond à rien de ce qui précède et remplir les paragraphes a à c.**

**A- Administrateurs, membres de la haute direction et promoteurs de l'émetteur**

Donner les renseignements suivants sur chaque administrateur, membre de la haute direction et promoteur de l'émetteur. Lorsque la personne se trouve au Canada, indiquer la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays. Dans la colonne « Relation avec l'émetteur », inscrire « A » pour « administrateur », « H » pour « membre de la haute direction » et « P » pour « promoteur ».

Nom de l'organisation ou de la société	Nom de famille	Prénom(s)	Établissement de la personne morale ou territoire de résidence de la personne physique	Relation avec l'émetteur (cocher tout ce qui s'applique)		
			Province ou pays	A	H	P

B- Renseignements sur le promoteur					
<p>Si le promoteur de la liste ci-dessus n'est pas une personne physique, donner les renseignements suivants pour chacun de ses administrateurs et membres de la haute direction. S'ils se trouvent au Canada, indiquer la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays. Dans la colonne « Relation avec le promoteur », inscrire « A » pour « administrateur » et « H » pour « membre de la haute direction ».</p>					
Nom de l'organisation ou de la société	Nom de famille	Prénom(s)	Territoire de résidence de la personne physique	Relation avec le promoteur (cocher tout ce qui s'applique)	
			Province ou pays	A	H
C- Adresse domiciliaire de chaque personne physique					
<p><b>Indiquer dans l'Appendice 2 l'adresse domiciliaire complète de chaque personne physique dont le nom figure aux paragraphes a et b de la présente rubrique et le joindre à la déclaration remplie. L'Appendice 2 exige également de l'information sur les personnes participant au contrôle.</b></p>					



**Rubrique 10 – Attestation**

*Donner l'attestation et les coordonnées professionnelles suivantes d'un administrateur, d'un dirigeant ou d'un mandataire de l'émetteur ou du preneur ferme. Si l'émetteur ou le preneur ferme n'est pas une société par actions, une personne physique qui exerce des fonctions analogues à celles d'un administrateur ou d'un dirigeant peut attester la déclaration. Par exemple, si l'émetteur est une fiducie, la déclaration peut être attestée par ses fiduciaires. S'il est un fonds d'investissement, un administrateur ou un dirigeant du gestionnaire de fonds d'investissement (ou une personne physique qui exerce des fonctions analogues lorsque le gestionnaire de fonds d'investissement n'est pas une société par actions) peut attester la déclaration si le fonds d'investissement l'y a autorisé.*

*L'attestation ne peut être déléguée qu'à un mandataire autorisé par un dirigeant ou un administrateur de l'émetteur ou du preneur ferme à établir et à attester la déclaration au nom de l'émetteur ou du preneur ferme. Si la déclaration est attestée par un mandataire pour le compte de l'émetteur ou du preneur ferme, fournir l'information demandée dans les cases ci-après.*

*Si la personne physique qui remplit et dépose la déclaration diffère de celle qui l'atteste, fournir à la rubrique 11 le nom et les coordonnées de celle qui la remplit et la dépose.*

*La signature figurant dans la déclaration doit être dactylographiée plutôt que manuscrite. La déclaration peut comprendre une signature électronique pourvu que le nom du signataire soit également dactylographié.*

En vertu de la législation en valeurs mobilières, l'émetteur ou le preneur ferme qui place des titres sous le régime de certaines dispenses de prospectus doit déposer une déclaration de placement avec dispense remplie.

En signant ci-dessous, j'atteste à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable, au nom de l'émetteur, du preneur ferme ou du gestionnaire de fonds d'investissement, selon le cas, que j'ai examiné la présente déclaration et qu'à ma connaissance, avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les renseignements qu'elle contient sont véridiques et, dans la mesure où cela est exigé, complets.

Nom de l'émetteur, du preneur ferme, du gestionnaire de fonds d'investissement ou du mandataire

Nom complet

Nom de famille

Prénom(s)

Titre

N° de téléphone

Adresse  
électronique

Signature

Date

#### Rubrique 11 – Personne-ressource

Donner les coordonnées professionnelles de la personne physique avec qui l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut communiquer pour toute question sur le contenu de la présente déclaration s'il ne s'agit pas de celle qui atteste la déclaration à la rubrique 10.

Même personne physique que celle attestant la déclaration

Nom complet

Titre

Nom de famille

Prénom(s)

Nom de la société

N° de téléphone

Adresse électronique

#### Avis – Collecte et utilisation des renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir conformément à la présente annexe sont recueillis pour le compte de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en vertu du pouvoir qui lui est conféré et utilisés par lui aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable des territoires où la déclaration est déposée, aux adresses indiquées ci-après.

Les Appendices 1 et 2 peuvent contenir les renseignements personnels des personnes physiques et les modalités des placements. Ces renseignements ne seront rendus publics par aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable. Toutefois, les lois sur l'accès à l'information de certains territoires peuvent obliger ceux-ci à les fournir sur demande.

En signant la présente déclaration, l'émetteur/le preneur ferme confirme que chaque personne physique dont le nom figure aux Appendices 1 et 2 et qui réside dans un territoire du Canada :

- a. a été avisée par lui : de la transmission à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable des renseignements la concernant qui figurent aux Appendices 1 et 2; du fait que ceux-ci sont recueillis par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable en vertu du pouvoir qui lui est conféré et aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières dans le territoire intéressé; du titre, de l'adresse et du numéro de téléphone de l'agent public du territoire intéressé, tels qu'ils figurent dans la présente annexe, qui peut répondre aux questions sur la collecte indirecte des renseignements par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable;
- b. a autorisé la collecte indirecte des renseignements par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable.

**APPENDICE 1 DE L'ANNEXE 45-106A1  
(RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS SUR LE SOUSCRIPTEUR OU L'ACQUÉREUR)**

**L'Appendice 1 doit être déposé sous la forme d'une feuille de calcul Excel présentée d'une manière acceptable pour l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable.**

Les renseignements fournis dans le présent appendice ne seront rendus publics par aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable. Toutefois, les lois sur l'accès à l'information de certains territoires peuvent obliger ceux-ci à les fournir sur demande.

**a. Renseignements généraux (ne les inclure qu'une seule fois)**

1. Nom de l'émetteur
2. Date de l'attestation (AAAA-MM-JJ)

*Donner les renseignements suivants sur chaque souscripteur ou acquéreur. Indiquer séparément pour chacun la date du placement, le type de titre placé et la dispense invoquée.*

**b. Nom du souscripteur ou de l'acquéreur**

*Si deux personnes physiques ou plus ont souscrit ou acquis des titres conjointement, fournir sous chaque colonne le nom de famille et le ou les prénoms de chaque souscripteur ou acquéreur, et séparer les noms par une esperluette. Par exemple, si Jeanne Côté et Robert Tremblay sont des souscripteurs ou acquéreurs conjoints, indiquer « Côté & Tremblay » dans la colonne « Nom de famille ».*

1. Nom de famille
2. Prénom(s)
3. Nom complet de la personne qui n'est pas une personne physique (*le cas échéant*)

**c. Coordonnées du souscripteur ou de l'acquéreur**

1. Adresse domiciliaire
2. Ville
3. Province/État
4. Code postal
5. Pays
6. Numéro de téléphone
7. Adresse électronique (*le cas échéant*)

**d. Modalités des titres souscrits ou acquis**

1. Date du placement (AAAA-MM-JJ)
2. Nombre de titres
3. Code du titre
4. Montant payé (\$ CA)

**e. Modalités de la dispense invoquée**

1. Numéro du règlement, de l'article et du paragraphe
2. Si l'article 2.3 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus est invoqué, indiquer le numéro du paragraphe de la définition de l'expression « investisseur qualifié » à l'article 1.1 de ce règlement qui s'applique au souscripteur ou à l'acquéreur (n'en indiquer qu'un seul – si le souscripteur ou l'acquéreur est un client autorisé qui n'est pas une personne physique, on peut sélectionner « CANP » au lieu d'indiquer le numéro du paragraphe)

3. Si l'article 2.5 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus est invoqué, donner les renseignements suivants :
  - a. le numéro de sous-paragraphe du paragraphe 1 de l'article 2.5 qui s'applique au souscripteur ou à l'acquéreur (n'en indiquer qu'un seul);
  - b. si les sous-paragraphes b à i de ce paragraphe sont invoqués, indiquer ce qui suit :
    - i. le nom de l'administrateur, du membre de la haute direction, de la personne participant au contrôle ou du fondateur de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui qui estime avoir une relation avec le souscripteur ou l'acquéreur. (Si le paragraphe a de la rubrique 9 a été rempli, le nom de l'administrateur, du membre de la haute direction ou de la personne participant au contrôle doit correspondre à celui fourni à la rubrique 9 et à l'Appendice 2.)
    - ii. les fonctions de l'administrateur, du membre de la haute direction, de la personne participant au contrôle ou du fondateur de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui qui estime avoir une relation avec le souscripteur ou l'acquéreur.
4. Si le paragraphe 2 ou, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec ou en Saskatchewan, le paragraphe 2.1 de l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus est invoqué et que le souscripteur ou l'acquéreur est un investisseur admissible, indiquer le numéro du paragraphe de la définition de l'expression « investisseur admissible » à l'article 1.1 de ce règlement qui s'applique (n'en indiquer qu'un seul).

**f. Autres renseignements**

*Les sous-paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas dans les cas suivants :*

- a. l'émetteur est un émetteur à capital ouvert étranger;
  - b. l'émetteur est une filiale en propriété exclusive d'un émetteur à capital ouvert;
  - c. l'émetteur ne place que des titres étrangers admissibles et le fait uniquement auprès de clients autorisés.
1. Le souscripteur ou l'acquéreur est-il une personne inscrite? (O/N)
  2. Le souscripteur ou l'acquéreur est-il initié à l'égard de l'émetteur? (O/N) (ne s'applique pas si l'émetteur est un fonds d'investissement)
  3. Nom complet de la ou des personnes rémunérées pour placer les titres auprès du souscripteur ou de l'acquéreur. S'il s'agit de sociétés inscrites, indiquer seulement leur numéro BDNI. (Le nom doit correspondre à celui fourni à la rubrique 8.)

**INSTRUCTIONS POUR L'APPLICATION DE L'APPENDICE 1**

Les titres émis en paiement de commissions, y compris les commissions d'intermédiaires, doivent être indiqués à la rubrique 8 de la déclaration, et non à l'Appendice 1.

**Détail de la dispense invoquée** – Indiquer, pour chaque souscripteur ou acquéreur, la loi ou le règlement précis de la dispense invoquée, de même que l'article et, s'il y a lieu, le paragraphe ou le sous-paragraphe. Par exemple, l'émetteur qui se prévaut d'une dispense prévue par un règlement indiquera le numéro de celui-ci et l'article ou le paragraphe de la disposition applicable. Dans le cas où il se prévaut d'une dispense accordée par décision générale, il indiquera le numéro de la décision.

S'il s'agit de dispenses qui prévoient certains critères pour le souscripteur ou l'acquéreur, par exemple celle de l'article 2.3, de l'article 2.5 ou du paragraphe 2 ou, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec ou en Saskatchewan, du paragraphe 2.1 de l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus, on précisera également le paragraphe de la définition de ces expressions qui s'applique.

**Déclarations déposées en vertu du sous-paragraphe j du paragraphe 1 de l'article 6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus** – En ce qui concerne les déclarations déposées en vertu du sous-paragraphe j du paragraphe 1 de l'article 6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus, indiquer dans l'Appendice 1 le nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs par territoire uniquement, et non le nom, l'adresse domiciliaire et le numéro de téléphone ou l'adresse électronique de chaque souscripteur ou acquéreur.

**APPENDICE 2 DE L'ANNEXE 45-106A1  
(RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS SUR L'ADMINISTRATEUR, LE MEMBRE DE LA HAUTE  
DIRECTION, LE PROMOTEUR ET LA PERSONNE PARTICIPANT AU CONTRÔLE)**

**L'Appendice 2 doit être déposé sous la forme d'une feuille de calcul Excel présentée de manière acceptable pour l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable.**

Ne donner les renseignements suivants que si le paragraphe a de la rubrique 9 a été rempli. **Le présent appendice exige également des renseignements sur les personnes participant au contrôle de l'émetteur au moment du placement.**

Les renseignements fournis dans le présent appendice ne seront rendus publics par aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable. Toutefois, les lois sur l'accès à l'information de certains territoires peuvent obliger ceux-ci à les fournir sur demande.

**a. Renseignements généraux (ne les inclure qu'une seule fois)**

1. Nom de l'émetteur
2. Date de l'attestation (AAAA-MM-JJ)

**b. Coordonnées professionnelles du chef de la direction (si elles ne figurent pas à la rubrique 10 ou 11 de la déclaration)**

1. Adresse électronique
2. Numéro de téléphone

**c. Adresse domiciliaire des administrateurs, membres de la haute direction, promoteurs et personnes participant au contrôle de l'émetteur**

*Donner les renseignements suivants sur chaque administrateur, membre de la haute direction, promoteur ou personne participant au contrôle de l'émetteur au moment du placement. Si le promoteur ou la personne participant au contrôle n'est pas une personne physique, fournir les renseignements pour chacun de ses administrateurs et membres de la haute direction. (Les noms doivent correspondre à ceux indiqués à la rubrique 9 de la déclaration, le cas échéant.)*

1. Nom de famille
2. Prénom(s)
3. Adresse domiciliaire
4. Ville
5. Province/État
6. Code postal
7. Pays
8. Indiquer si la personne physique est une personne participant au contrôle ou un administrateur ou un membre de la haute direction de celle-ci (*le cas échéant*).

**d. Personnes participant au contrôle qui ne sont pas des personnes physiques (le cas échéant)**

*Si la personne participant au contrôle n'est pas une personne physique, donner les renseignements suivants. Si elle se trouve au Canada, indiquer la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays.*

1. Nom de l'organisation ou de la société
2. Province ou pays de l'établissement

## QUESTIONS

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des autorités suivantes :

### **Alberta Securities Commission**

Suite 600, 250 – 5th Street SW  
Calgary (Alberta) T2P 0R4  
Téléphone : 403-297-6454  
Télécopieur : 403-297-6156  
Sans frais au Canada : 1 877 355-0585  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte  
indirecte de renseignements : FOIP Coordinator

### **British Columbia Securities Commission**

P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2  
Demandes de renseignements : 604 899-6854  
Sans frais au Canada : 1 800 373-6393  
Télécopieur : 604-899-6506  
Courriel : [FOI-privacy@bcsc.bc.ca](mailto:FOI-privacy@bcsc.bc.ca)  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte  
indirecte de renseignements : Privacy Officer

### **Commission des valeurs mobilières du Manitoba**

400, avenue St. Mary, bureau 500  
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5  
Téléphone : 204 945-2561  
Sans frais au Manitoba : 1 800 655-5244  
Télécopieur : 204 945-0330  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte  
indirecte de renseignements : Directeur

### **Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)**

85 85, rue Charlotte, bureau 300  
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2  
Téléphone : 506 658-3060  
Sans frais au Canada : 1 866 933-2222  
Télécopieur : 506 658-3059  
Courriel : [info@fcnb.ca](mailto:info@fcnb.ca)  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte  
indirecte de renseignements : chef de la direction et responsable  
de la protection de la vie privée

### **Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador Office of the Superintendent**

Gouvernement numérique et Service T.-N.-L.  
P.O. Box 8700  
Confederation Building  
2nd Floor, West Block  
Prince Philip Drive  
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6  
À l'attention du Superintendent of Securities  
Téléphone : 709 729-2571  
Télécopieur : 709 729-6187  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte  
indirecte de renseignements : Superintendent of Securities

### **Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest**

Bureau du surintendant des valeurs mobilières  
P.O. Box 1320  
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9  
Téléphone : 867 767-9305  
Télécopieur : 867 873-0243  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte  
indirecte de renseignements : surintendant des valeurs  
mobilières

### **Nova Scotia Securities Commission**

Suite 400, 5251 Duke Street  
Duke Tower  
P.O. Box 458  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8  
Téléphone : 902 424-7768  
Télécopieur : 902 424-4625  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte  
indirecte de renseignements : Executive Director

### **Gouvernement du Nunavut**

#### **Bureau du surintendant des valeurs mobilières**

Bureau d'enregistrement  
P.O. Box 1000, Station 570  
4th Floor, Building 1106  
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0  
Téléphone : 867 975-6590  
Télécopieur : 867 975-6594  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte  
indirecte de renseignements : surintendant des valeurs  
mobilières

## QUESTIONS (suite)

### **Commission des valeurs mobilières de l'Ontario**

20 Queen Street West, 22nd Floor  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Téléphone : 416 593-8314  
Sans frais au Canada : 1 877 785-1555  
Télécopieur : 416 593-8122  
Courriel : [exemptmarketfilings@osc.gov.on.ca](mailto:exemptmarketfilings@osc.gov.on.ca)  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : agent de renseignements

### **Prince Edward Island Securities Office**

95 Rochford Street, 4th Floor Shaw Building  
P.O. Box 2000  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8  
Téléphone : 902 368-4569  
Télécopieur : 902 368-5283  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Superintendent of Securities

### **Autorité des marchés financiers**

800, rue du Square-Victoria, 22e étage  
C.P. 246, Place Victoria  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337 ou 1 877 525-0337  
Télécopieur : 514 873-6155 (dépôts seulement)  
Télécopieur : 514 864-6381  
(demandes confidentielles seulement)  
Courriel : [financementdessocietes@lautorite.qc.ca](mailto:financementdessocietes@lautorite.qc.ca)  
(pour les émetteurs qui sont des sociétés par actions);  
[fonds\\_dinvestissement@lautorite.qc.ca](mailto:fonds_dinvestissement@lautorite.qc.ca)  
(pour les émetteurs qui sont des fonds d'investissement)  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : secrétaire général

### **Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan**

Suite 601 - 1919 Saskatchewan Drive  
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2  
Téléphone : 306 787-5842  
Télécopieur : 306 787-5899  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Executive Director, Securities Division

### **Bureau du surintendant des valeurs mobilières**

Gouvernement du Yukon  
Ministère des Services aux collectivités  
307 Black Street, 1st Floor  
P.O. Box 2703, C-6  
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6  
Téléphone : 867 667-5466  
Télécopieur : 867 393-6251  
Courriel : [securities@yukon.ca](mailto:securities@yukon.ca)  
Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : surintendant des valeurs mobilières